R E P U B L I Q U E  D U  C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

## CHAPITRE 17

## MINISTERE DE LA COMMUNICATION

VERSION FRANÇAISE

## SOMMAIRE


| | | |
|---|---|---|
| | NOTE EXPLICATIVE | 3 |
| 1. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 4 |
| 1.1. | RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE | 5 |
| 1.2. | PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE | 6 |
| 1.3. | CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES | 7 |
| 1.4. | AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013 | 7 |
| 2. | ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 8 |
| 2.1. | **PROGRAMME 226:** AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION | 9 |
| 2.1.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 10 |
| 2.1.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 10 |
| 2.1.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 10 |
| 2.1.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 13 |
| 2.2. | **PROGRAMME 228:** PILOTAGE ET COORDINATION DU SOUS-SECTEUR DE LA COMMUNICATION | 17 |
| 2.2.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 18 |
| 2.2.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 18 |
| 2.2.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 18 |
| 2.2.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 20 |
| 3. | BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES | 24 |
| 3.1. | RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE | 25 |
| 3.2. | LEÇONS APPRISES | 25 |
| 3.3. | PERSPECTIVES | 26 |

## NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013.

Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

## 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La vision globale de développement, qui consiste à faire du Cameroun *« un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité »*, assigne à la stratégie de développement de la communication l'objectif de disposer d'un volet communicationnel fort et efficace. Cette exigence recommande aux différents acteurs politiques et administratifs du sous-secteur de la communication de mettre en œuvre de manière efficace et efficiente des programmes de politique publique visant à promouvoir la gestion axée sur les résultats et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), consignés dans le DSCE, dans le but d'améliorer in fine l'offre et l'accès du citoyen à l'information.

Dans cette perspective, les actions menées doivent nécessairement concourir au renforcement des capacités de la presse publique et au soutien à la presse privée pour qu'elles informent et constituent un outil d'aide à la décision ; au développement des infrastructures modernes de l'information et de la communication ; à la couverture intégrale du territoire national par les médias publics ; et enfin, à la promotion de l'image du Cameroun intra et extra muros.

Dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution de son budget programme, le Ministère de la Communication s'est fixé pour objectif le renforcement qualitatif et quantitatif de la masse d'informations mise à la disposition des publics aux plans national et international d'une part, et d'autre part, l'amélioration de son administration, pour la rendre plus performante.

Au cours de l'exercice 2013, un certain nombre d'actions ont été mises en œuvre, et d'autres sont envisagées pour les prochaines années.

Pour la mise en œuvre du DSCE, le MINCOM s'investit, en conformité avec ses missions organiques, à atteindre les objectifs stratégiques suivants :

- intensifier les campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les valeurs morales, l'intérêt général et les biens publics ;
- assurer une meilleure communication sur les actions déjà menées et sur les sanctions effectives infligées aux personnes condamnées dans le cadre des atteintes à la fortune publique, et d'une manière générale, la lutte contre la corruption ;
- mieux informer le public sur la mise en œuvre des grands chantiers en cours d'exécution sur le territoire national dans le cadre de la politique des Grandes Réalisations du Président de la République;
- sensibiliser et mobiliser les populations pour la participation aux processus électoraux;
- promouvoir l'image du Cameroun en direction des publics étrangers et de la diaspora ;
- développer la communication sur les résultats de la croissance et de l'emploi, avec la mise en place d'un plan de communication ;
- assurer une bonne communication sur les tendances et évolutions du marché de l'emploi et une bonne information des acteurs ;
- améliorer l'accès du citoyen à l'information sur la gestion des affaires publiques, et susciter l'adhésion des populations aux décisions prises par les pouvoirs publics ;
- poursuivre la construction et l'opérationnalisation des radios communautaires et d'autres médias audiovisuels et cybernétiques de type communautaire ;

- élaborer et/ou généraliser, en collaboration avec le MINEPAT, la Gestion Axée sur les Résultats (Stratégie à périmètre ministériel et CDMT).

### 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Le Ministère de la Communication est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de communication sociale et de publicité. A ce titre, il est chargé :

· de l'élaboration de la réglementation dans le domaine de la communication sociale et de la publicité ;

· du respect de la déontologie dans le secteur de la communication sociale et de la publicité ;

· du respect du pluralisme médiatique ;

· de la contribution à la formation de la culture citoyenne et au développement de la conscience nationale à travers les médias, en liaison avec les administrations concernées ;

· de la promotion de l'image du Cameroun à travers les médias ;

· du suivi des activités du Conseil National de la Communication (CNC) ;

· du suivi des activités des médias privés ;

· du suivi des questions relatives à la publicité ;

· du suivi des activités des agences privées exerçant dans le secteur de la publicité ;

· du suivi des activités des organismes professionnels intervenant dans le secteur de la communication ;

· du suivi de la formation des ressources humaines dans les métiers concernés en liaison avec les administrations et les organismes intéressés.

Il apporte son assistance aux autres départements ministériels dans la mise en œuvre de leurs stratégies de communication.

Il apporte également son concours au Ministre des Relations Extérieures dans son activité d'information des Missions diplomatiques camerounaises, des gouvernements étrangers et des Organisations Internationales sur le Cameroun.

Il exerce la tutelle technique sur l'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC) et les organismes publics de presse, d'édition et de publicité, notamment :

· la Société de Presse et d'Editions du Cameroun (SOPECAM) ;

· l'Office de Radio-Télévision du Cameroun (CRTV) ;

· l'Imprimerie Nationale(IN) ;

· Cameroon Publi-Expansion (CPE).

## 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les deux programmes du Ministère de la Communication ont été mis en œuvre dans un contexte marqué par :

· la mise en œuvre de certaines recommandations des États Généraux de la Communication qui se sont tenus du 05 au 07 décembre 2012 ;

· l'intensification de la communication gouvernementale et institutionnelle ;

· la couverture médiatique des événements nationaux et internationaux par les médias publics et privés (visites présidentielles, cérémonies de pose de premières pierres des projets structurants, Sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes dans le golfe de Guinée, élections sénatoriales, législatives et municipales, etc.) ;

· la poursuite de la mise en œuvre du projet de REDCOMZOFT (Redynamisation de la Communication dans les Zones Frontalières Terrestres), visant la résorption des zones d'ombre et de silence de la CRTV dans lesdites zones ;

· la mise en œuvre du projet CAM-DTV (Cameroon Digital Television), qui a pris le pas sur le CAM-DBS (Cameroon Digital Broadcasting Switch Over), coordonné par les Services du Premier Ministre et dont le Ministre de la Communication est le Vice-Président ;

· la restructuration institutionnelle et la réhabilitation technique de la SOPECAM ;

· la relance du processus de délivrance des licences de création et d'exploitation des entreprises privées de communication

· la poursuite de l'attribution de l'aide publique à la communication privée ;

· la formation des professionnels des médias publics et privés ;

· la poursuite du renouvellement des agréments aux professions publicitaires ;

· l'impression des matériels électoraux par la SOPECAM et l'Imprimerie Nationale ;

· la réforme du Conseil National de la Communication (CNC) ;

· les difficultés liées à la mise en place du budget programme.

## 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

# 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

# 2.1. PROGRAMME 226

AMÉLIORATION DE L'OFFRE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

Responsable du programme

ISSA TCHIROMA BAKARY

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | | |
|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Mettre à disposition à l'échelle nationale et internationale une information qualitative et quantitative. | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux de couverture communicationnelle du territoire national | |
| | Unité de mesure | % | |
| | Valeur de référence:<br>Année de référence: | 30.0<br>2011 | |
| | Valeur Cible<br>Année cible: | 80.0<br>2017 | |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: DYNAMISATION DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE<br>Action 02: CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS PRIVÉS<br>Action 03: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES MODERNES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION<br>Action 04: PROMOTION DE L'IMAGE DU CAMEROUN | | |
| DOTATIONS INITIALES | AE<br>10 694 369 000 | CP<br>6 537 000 000 | |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | ISSA TCHIROMA BAKARY, | | |

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 226 du Ministère de la Communication a été exécuté dans un contexte général caractérisé par l'insuffisance de l'offre d'information sur le Cameroun tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, les difficultés d'accès aux sources d'informations, le défaut de crédibilité de la communication publique, la persistance des zones d'ombre et de silence de la CRTV, la précarité de la presse privée, la perception négative de l'image du Cameroun à l'extérieur.
Pour remédier à cette situation, le Ministère de la Communication a axé ses actions sur :

la dynamisation de la communication publique ;
la contribution au développement des médias privés ;
le développement des infrastructures modernes de l'information et de la communication ;
la promotion de l'image du Cameroun.

### 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif global du Programme 226 était d'améliorer l'offre et l'accès à l'information. Les objectifs spécifiques poursuivis étaient les suivants :

- renforcer la crédibilité de la communication publique et augmenter son audience, afin de bien faire connaître l'action du Gouvernement auprès de toutes les populations et susciter leur adhésion à la politique gouvernementale ;
- accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias privés ;

- assurer une couverture optimale du territoire par les signaux de radio et TV ;
- élaborer et mettre en œuvre un plan de communication adapté vers l'extérieur, pour rendre positive la perception du Cameroun par les étrangers et les Camerounais de la diaspora.

Au nombre des réalisations enregistrées en 2013, figurent notamment :

- l'organisation des actions de relation-presse et des campagnes de communication ministérielle et/ou interministérielle, dans le cadre de la Communication Gouvernementale.
- la diffusion des informations sur les actes publics, notamment la couverture médiatique des évènements nationaux et internationaux, tels que : le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEEAC, de la CEDEAO et de la Commission du Golfe de Guinée sur la Sécurité et la Sûreté Maritimes dans le Golfe de Guinée ; les visites officielles du Chef de l'État aussi bien à l'intérieur du territoire national (Douala) qu'à l'étranger (France, Turquie et Vatican) ; la Coupe d'Afrique des Nations de football 2013 en Afrique du Sud ; les élections sénatoriales, législatives et municipales de 2013; les activités du Parlement; la célébration du Cinquantenaire de la Réunification…
- l'élaboration de l'avant projet de loi applicable aux libertés de la presse, d'un exposé des motifs de l'avant projet de loi applicable à l'audio-visuel numérique.
- l'attribution de l'aide publique à la communication privée.
- la réalisation d'une analyse diagnostique de l'état de l'image du Cameroun à l'extérieur.
- la poursuite de la mise en œuvre du projet de REDCOMZOFT (Redynamisation de la Communication dans les Zones Frontalières Terrestres), dont les premiers résultats opérationnels en termes de mise en ondes des signaux radio et TV de la CRTV sont probants. Il s'agit notamment de la construction et de la mise en fonctionnement de trois (03) des quinze (15) centres de rediffusion prévus au marché y afférent, à savoir : les sites d'Ambam à la frontière Sud, de Batouri à la frontière Est, et de Mundemba à la frontière Sud-ouest, façade maritime, qui couvre toute la péninsule de Bakassi.

| | | |
|---|---|---|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 50% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE<br>10 442 413 578 | CP<br>6 285 044 578 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE<br>251 955 422 | Ecart CP<br>251 955 422 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE<br>5 843 963 504 | CP<br>5 843 963 504 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 55,96 % | 92,82 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | Ce Programme a connu une exécution satisfaisante qui s'explique par :<br>- l'implémentation du budget programme ;<br>- la mise en onde effective de certains centres de rediffusion, dans le cadre du projet REDCOMZOFT ;<br>- l'accroissement de l'offre d'information dans le cadre de la communication gouvernementale ;<br>- l'augmentation du montant de l'enveloppe allouée à l'aide publique à la presse privée | |

| | |
|---|---|
| PERSPECTIVES 2014 | - Systématiser les conférences et points de presse pour redynamiser la communication gouvernementale ;<br>- actualiser le cahier de charges des Centres de Communication à l'étranger ;<br>- apporter un appui matériel et financier aux radios communautaires ;<br>- créer un Compte d'affectation spéciale pour le développement de la presse privée ;<br>- assurer le suivi des résolutions des Etats Généraux de la Communication ;<br>- poursuivre la mise en œuvre du projet REDCOMZOFT ;<br>- mettre sur pied un mécanisme d'exploitation des données numériques au MINCOM ;<br>- poursuivre le processus de mise en place de l'Agence Virtuelle d'Informations (AVI). |

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

### Action 01 DYNAMISATION DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Renforcer la crédibilité de la communication publique et augmenter son audience afin de bien faire connaître l'action du Gouvernement auprès de toutes les populations et susciter leur adhésion à la politique gouvernementale | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre de sondages d'opinion réalisés | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 2.0 | | | | | 0 | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 756 100 000 | 756 100 000 | 642 459 578 | 642 459 578 | 345 163 855 | 345 163 855 | 53,73 % | 53,73 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Déficit de crédibilité de l'information institutionnelle au regard de certains médias privés et autres leaders d'opinion ;<br>- insuffisance de l'offre publique d'information ;<br>- problèmes liés à l'accès aux sources d'information officielles. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - Organisation des conférences et points de presse ministériels et interministériels ;<br>- campagnes de communication ministérielles et interministérielles ;<br>- rationalisation du dispositif d'observation des médias et de l'opinion publique, et accroissement du rendement y afférent. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Ce résultat s'explique par :<br>- la formulation inappropriée de l'indicateur ;<br>- les difficultés de mise en œuvre optimale de la stratégie de communication gouvernementale ;<br>- la non maîtrise des concepts et des mécanismes d'exécution du budget programme ;<br>- la non prise en compte, à ce stade, des crédits délégués dans le calcul du taux de réalisation financière globale du Ministère. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Reformuler l'indicateur afin qu'il s'adapte à l'objectif de l'action ;<br>- construire un climat de confiance susceptible d'accroître la crédibilité de l'information institutionnelle, au regard de certains médias et autres leaders d'opinion ;<br>- diversifier et intensifier les relations presse gouvernementales et accroître la fréquence des rencontres avec la presse ;<br>- actualiser le cahier de charges des Centres de Communication à l'étranger ;<br>- restructurer la Commission des Actions Médiatiques Gouvernementales, dans le sens de la mise en place d'une instance de coordination centrale de la communication gouvernementale. | | | | | | | |

## Action 02 CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS PRIVÉS

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias privés | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre d'entreprises de communication effectivement fonctionnelles | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 270.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 300.0 | | | | | 100% | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 300 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 2 749 900 000 | 2 749 900 000 | 2 746 295 000 | 2 746 295 000 | 2 695 119 437 | 2 695 119 437 | 98,14 % | 98,14 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Précarité du secteur de la communication privée ;<br>- inexistence de véritables entreprises de presse ;<br>- violation des règles d'éthique et de déontologie ;<br>- problèmes liés à l'accès aux sources d'information officielles ;<br>- difficulté de l'exercice de la profession de publicitaire. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - - Attribution de l'aide publique à la communication privée ;<br>- - Organisation des séminaires de renforcement des capacités des médias privés et des acteurs du secteur de la publicité. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | - Augmentation du montant de l'enveloppe consacrée à l'aide publique à la communication privée ;<br>- accroissement du nombre d'entreprises de communication bénéficiaires de l'aide publique ;<br>- organisation de séminaires de renforcement des capacités de journalistes. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Reformuler le libellé de l'indicateur ; le libellé actuel n'étant pas de nature à rendre compte de la réalisation effective de l'objectif visé ;<br>- créer un Compte d'affectation spéciale pour la viabilisation économique des entreprises de presse ;<br>- réformer le statut du journaliste et des auxiliaires de la profession de journaliste, avec un accent particulier sur les critères d'identification du journaliste, ses conditions de travail et de rémunération, les clauses de cession ou encore le droit du journaliste à la prévoyance et à la sécurité sociales ;<br>- mettre sur pied un système d'autorégulation, sous le label d'un « Ordre Professionnel de la Presse Nationale », et de la Commission de la Carte de Presse et d'Identification des Auxiliaires de la Profession de Journaliste, aux côtés du Conseil National de la Communication (C.N.C.) ;<br>- élaborer un avant-projet de loi régissant la communication sociale au Cameroun, visant à améliorer la loi n°90/052 du 19 décembre 1990 ;<br>- instituer un régime économique des activités de communication sociale comprenant les règles générales de soutien de l'État au secteur privé de la Communication ;<br>- inscrire les agences de presse dans le socle normatif et institutionnel des activités de communication sociale. | | | | | | | |

## Action 03 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES MODERNES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Assurer une couverture optimale par les signaux de radio et télévision | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre de centres de rediffusion fonctionnels | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 3.0 | | | | | 133,33% | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 4 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 7 175 869 000 | 3 018 500 000 | 7 023 169 000 | 2 865 800 000 | 2 774 140 513 | 2 764 140 513 | 39,5 % | 96,45 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Présence des zones d'ombre et de silence de la CRTV dans les zones frontalières (indisponibilité des signaux radio et TV de la CRTV) ;<br>- obsolescence des équipements de diffusion dans certains centres de rediffusion ;<br>- absence des équipements de diffusion et des dispositifs de fourniture d'énergie dans certains centres de rediffusion ;<br>- détérioration des ouvrages de génie civil dans certains centres de rediffusion ;<br>migration | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | Mise en ondes de quatre (04) centres de rediffusion de la CRTV (Mundemba, Ambam, Batouri, Yokadouma) dans le cadre du projet REDCOMZOFT (Redynamisation de la Communication en Zones Frontalières Terrestres). | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Cette action a été réalisée de façon satisfaisante en raison du redimensionnement technique de l'ensemble du Projet REDCOMZOFT, permettant de ce fait d'augmenter le taux de couverture des signaux de la CRTV dans les zones frontalières terrestres, notamment dans la presqu'île de Bakassi. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Reformuler l'objectif ainsi que son indicateur, de manière à prendre en compte les infrastructures de l'information et de la communication autres que celles relatives au projet REDCOMZOFT ;<br>- poursuivre la mise en œuvre du projet REDCOMZOFT ;<br>- mettre en place un cadre institutionnel et juridique de la migration de la radiodiffusion analogique au numérique ;<br>- définir le régime juridique des activités de communication audiovisuelle en activités de radiodiffusion sonore et de radiodiffusion télévisuelle ;<br>- instituer un monopole public sur les activités de diffusion des signaux de communication audiovisuelle ;<br>- formaliser le régime juridique de la non-affectation des fréquences aux sociétés de programmes audiovisuels ;<br>- poursuivre la mise en place de l'Agence Virtuelle d'Informations (AVI) ;<br>- poursuivre la mise en place de la chaîne de fabrication des livres scolaires ;<br>- assurer l'archivage des données physiques et numériques du MINCOM et de ses services déconcentrés | | | | | | | |

## Action 04 PROMOTION DE L'IMAGE DU CAMEROUN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Elaborer et mettre en œuvre un plan adapté de communication vers l'extérieur pour rendre positive la perception du Cameroun par les étrangers et les Camerounais de la diaspora | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre de plans de communication | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 1.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 0 | | | | | 0 | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 12 500 000 | 12 500 000 | 30 490 000 | 30 490 000 | 29 539 699 | 29 539 699 | 96,88 % | 96,88 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Attaques dirigées contre l'image du Cameroun à l'extérieur ;<br>- absence d'une stratégie de communication harmonisée pour la promotion de l'image du Cameroun. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | Une analyse diagnostique de l'état de l'image du Cameroun a été réalisée, afin de mieux cerner la nature et l'ampleur des problèmes ainsi que le rôle joué par les médias nationaux et internationaux. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Malgré un début d'exécution, marqué par la production d'un diagnostic sur l'état de l'image du Cameroun à l'extérieur, cette action n'a pas pu être réalisée en raison du virement du crédit y alloué à une autre action. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Finaliser l'élaboration de la stratégie de communication pour la promotion de l'image du Cameroun à l'extérieur ;<br>- actualiser le cahier de charges des Centres de Communication établis au sein des Ambassades du Cameroun à l'extérieur ;<br>- créer de nouveaux Centres de Communication auprès des Ambassades du Cameroun à l'extérieur ;<br>- relancer la Commission Mixte MINREX/MINCOM pour la dynamisation de la communication extérieure du Cameroun. | | | | | | | |

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

# 2.2. PROGRAMME 228

PILOTAGE ET COORDINATION DU SOUS-SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Responsable du programme

ISSA TCHIROMA BAKARY

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|---|---|---|
| OBJECTIF | Assurer le pilotage de la politique du sous-secteur et rendre performant l'administration de la communication. | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux de réalisation des plans d'actions du MINCOM |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence:<br>Année de référence: | 40.0<br>2011 |
| | Valeur Cible<br>Année cible: | 80.0<br>2017 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: | ELABORATION, COORDINATION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATION |
| | Action 02: | EVALUATION DES PERFORMANCES ET INSPECTION DES SERVICES |
| | Action 03: | FONCTIONNEMENT ET COORDINATION DES SERVICES CENTRAUX, DÉCONCENTRÉS ET EXTÉRIEURS |
| | Action 05: | GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LOGISTIQUE |
| DOTATIONS INITIALES | AE<br>3 621 000 000 | CP<br>3 621 000 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | ISSA TCHIROMA BAKARY, | |

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Ce programme a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la prise de fonctions de nouveaux responsables de rang de directeur et assimilés, suite aux décrets N° 2012/380 du 14 septembre 2012, portant organisation du Ministère de la Communication, et N°2013/4144/PM du 15 mai 2013 portant nomination de responsables au Ministère de la Communication ; le passage du budget de moyens au budget programme ancré sur la gestion axée sur les résultats ; l'existence de quelques dysfonctionnements de certaines structures liés à l'opérationnalisation partielle des postes de responsabilités prévus par l'organigramme de 2012, à l'insuffisance des équipements et l'obsolescence du cadre de travail, la maîtrise approximative, dans certains cas, des concepts et des pratiques de la gouvernance publique, le manque de formation continue des ressources humaines.

### 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif global de ce programme était d'assurer le pilotage de la politique du sous-secteur et rendre performante l'administration de la communication. Les objectifs spécifiques poursuivis à cet effet étaient de :

- veiller à la mise en œuvre harmonieuse des différentes actions ;
- assurer le bon fonctionnement des services et leur gestion efficiente ;
- doter le Ministère de la communication d'un système informatique, répondant aux exigences de la modernisation ;
- permettre aux structures de disposer des ressources humaines en qualité et en quantité

suffisante et doter les différentes structures du MINCOM d'infrastructures et d'équipements adéquats.

Au nombre des réalisations enregistrées en 2013, figurent notamment :

- la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de communication ;
- le suivi des activités des médias privés et de la publicité ;
- l'évaluation des performances des services centraux, déconcentrés et extérieurs ;
- le contrôle des services centraux, déconcentrés, extérieurs et des organismes sous tutelle ;
- la gestion des dépenses communes ;
- la tenue des sessions de la Commission de Passation de Marchés Publics du MINCOM ;
- l'équipement et l'aménagement de certains bureaux du MINCOM.

| | | |
|---|---|---|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 62,5% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE<br>3 872 955 422 | CP<br>3 872 955 422 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE<br>-251 955 422 | Ecart CP<br>-251 955 422 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE<br>3 480 233 806 | CP<br>3 473 640 626 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 89,85 % | 86,69 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | - Amélioration considérable du cadre de travail ;<br>- renforcement des capacités des personnels du MINCOM et des professionnels relevant du secteur privé ;<br>- mise en place effective de certains comités et commissions de coordination ;<br>- réactivation de la chaîne PPBS . | |
| PERSPECTIVES 2014 | - Construire une meilleure visibilité du MINCOM et du sous-secteur communication auprès de l'opinion publique;<br>- poursuivre l'amélioration du cadre et des conditions de travail ;<br>- suivre et évaluer la performance des services centraux, déconcentrés et extérieurs ;<br>- poursuivre, en l'améliorant, l'accompagnement de la mise en œuvre des stratégies de communication du Gouvernement.<br>- structurer et développer de nouveaux partenariats en matière de communication. | |

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

| Action 01 | ELABORATION, COORDINATION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATION |
|---|---|

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Veiller à la mise en œuvre harmonieuse des différentes actions | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre de rapports d'activités produits et validés | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 2.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 6.0 | | | | | 90% | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 05 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 325 400 000 | 325 400 000 | 310 952 930 | 310 952 930 | 286 787 815 | 286 634 615 | 92,22 % | 92,18 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | La mise en œuvre de cette action a été sous-tendue par la nécessité de la prise en compte de la gestion axée sur les résultats dans le cadre de l'exécution du budget programme d'une part, et celle d'assurer un pilotage judicieux et une coordination permanente des services afin d'aboutir à une administration efficace et efficiente, d'autre part. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - Mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de communication ;<br>- suivi des activités des médias privés et de la publicité ;<br>- suivi des activités des organismes professionnels intervenant dans le secteur de la communication ;<br>- appui à la capacitation professionnelle des apprenants de l'ESSTIC. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | - Appropriation appréciable par les responsables, des techniques d'élaboration et d'exécution du budget programme ;<br>- mise à disposition effective des ressources | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Parfaire l'appropriation par les responsables, des techniques d'élaboration et d'exécution du budget programme ;<br>- organiser de façon régulière, les conférences des services centraux, déconcentrés et extérieurs du MINCOM ;<br>- doter le MINCOM de systèmes d'informations automatisés dans les domaines de la gestion interne et de la communication vers l'extérieur ;<br>- améliorer l'appropriation des technologies de l'information et de la communication par les ressources humaines du MINCOM. | | | | | | | |

## Action 02 EVALUATION DES PERFORMANCES ET INSPECTION DES SERVICES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Assurer le bon fonctionnement des services et leur gestion efficiente | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre de rapports d'inspection produits | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 4.0 | | | | | 50% | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 2 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 21 380 000 | 21 380 000 | 19 796 478 | 19 796 478 | 16 442 446 | 16 442 446 | 83,06 % | 83,06 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Difficultés d'évaluation des performances des services centraux, déconcentrés, extérieurs et des organismes sous tutelle, liées notamment à l'absence d'un cadre de référence méthodologique appropriée et à une insuffisance de ressources financières et de moyens logistiques ;<br>- non systématisation des contrôles des services. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - Evaluation des performances des services centraux, déconcentrés et extérieurs ;<br>- contrôle des services centraux, déconcentrés, extérieurs et des organismes sous tutelle. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | L'objectif assigné à cette action n'a été que partiellement atteint, en raison de difficultés majeures, liées à l'inexistence d'un manuel de procédures au MINCOM, et à l'insuffisance des moyens logistiques et des ressources financières. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Doter le MINCOM, à court terme, d'un manuel de procédures ;<br>- accroître le volume de ressources humaines, financières et logistiques ;<br>- développer les outils de contrôle des performances et de suivi de la mise en œuvre des programmes ;<br>- systématiser les missions d'inspection ;<br>- informatiser le suivi des dossiers. | | | | | | | |

## Action 03 FONCTIONNEMENT ET COORDINATION DES SERVICES CENTRAUX, DÉCONCENTRÉS ET EXTÉRIEURS

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Doter le Ministère de la Communication d'un système informatique répondant aux exigences de la modernisation | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Pourcentage de documents électroniques produits | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2013 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 30.0 | | | | | 0 | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 0 | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 2 680 300 000 | 2 680 300 000 | 2 704 636 551 | 2 704 636 551 | 2 655 384 498 | 2 649 034 518 | 99,07 % | 97,94 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - La mise en œuvre du budget programme et de la gestion axée sur les résultats ;<br>- la mise en œuvre du DSCE ;<br>- la non désignation des responsables à l'échelon central et déconcentré. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - Organisation des formations et de recyclage des personnels du MINCOM ;<br>- Pourvoiement de structures concernées en fourniture, matériel de bureau et prestations diverses pour l'amélioration des conditions de travail. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | L'utilisation effective d'une dotation destinée au fonctionnement des services (93%), traduit un fonctionnement optimum des structures en vue de l'atteinte des objectifs du MINCOM. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | - Réhabiliter le parc informatique du MINCOM ;<br>- étendre la connexion Internet à l'ensemble des services centraux ;<br>- informatiser le suivi des dossiers ;<br>- mettre en place un système intranet ;<br>- Avec la mise en service effective des délégations départementales et le pourvoiement des structures en responsables, l'on doit envisager l'accroissement pour 2015 de cette dotation ; | | | | | | | |

## Action 05 GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LOGISTIQUE

| | | | |
|---|---|---|---|
| OBJECTIF | Permettre aux structures de disposer de ressources humaines en qualité et en quantité suffisante et doter les différentes structures du MINCOM d'infrastructures et équipements adéquats | | |
| Indicateur | Intitulé: | Pourcentage de bureaux équipés en matériel et mobilier essentiel | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE |
| | Unité de mesure | % | |
| | Année de référence: | 2012 | |
| | Valeur de référence: | 10.0 | |
| | Année cible: | 2013 | |
| | Valeur Cible | 15.0 | 86,6% |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 13 | |

| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 593 920 000 | 593 920 000 | 837 569 463 | 837 569 463 | 521 619 047 | 521 619 047 | 62,27 % | 62,27 % |

| | |
|---|---|
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | - Vétusté des infrastructures ;<br>- insuffisance des équipements. |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | - Gestion des dépenses communes ;<br>- tenue des sessions de la Commission de Passation de Marchés Publics du MINCOM ;<br>- équipement et aménagement de certains bureaux du MINCOM. |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Les activités prévues au titre de cette action ont été réalisées dans l'ensemble. Toutefois, elle a connu quelques entraves liées au lancement tardif de l'exécution du budget, aux défaillances liées à la non maîtrise de la nouvelle application informatique et à la lourdeur des procédures de passation des marchés. |
| Perspectives 2014 | - Corriger la numérotation et reformuler le libellé de l'action 05 ;<br>- renouveler le parc informatique du MINCOM et étendre la connexion Internet ;<br>- renforcer les capacités des personnels du MINCOM ;<br>- poursuivre l'amélioration du cadre de travail des personnels du MINCOM. |

# 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2013 du Ministère de la Communication permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Département ministériel, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen termes, eu égard aux leçons apprises.

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

De manière générale, la première année de mise en œuvre du budget programme aura permis au Ministère de la Communication de se rendre compte que, si les premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble par rapport aux objectifs fixés, des corrections profondes méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendues.
En dépit de ce qui précède, l'exécution du budget programme de l'exercice 2013 a été confrontée à plusieurs difficultés, liées notamment :

- à la méconnaissance des techniques et des procédures en matière d'élaboration et de maturation des projets et des programmes ;
- à l'appropriation mitigée par les responsables de la chaîne des résultats, des concepts et des outils relatifs au budget programme;
- à la complexité et la longueur des procédures de passation des marchés ;
- au début tardif de l'exécution du Budget ;
- au fonctionnement de la chaîne PPBS liée à la modicité de son budget.

### 3.2. LEÇONS APPRISES

- La coordination pour réussir la mise en œuvre des programmes a besoin de matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée, étant donné qu'aucune action n'est complète par elle-même ;
- Le budget programme étant une construction permanente, des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs ;
- Il se dégage un besoin d'harmonisation de certains éléments de programme, afin d'éviter d'avoir des indicateurs différents pour renseigner une même réalité, ou d'avoir des libellés d'action différents donnant l'impression de traiter des réalités dissemblables. La mise en place d'une base de données ou d'un répertoire des indicateurs permettrait de résoudre ce problème ;
- Le bon choix des indicateurs pertinents permettrait de mieux renseigner sur les performances réalisées ;
- Il apparaît indispensable de renforcer les capacités du personnel du MINCOM en matière de préparation, d'élaboration, du suivi, d'évaluation des projets et programmes et de formulation des indicateurs de programme ;
- En raison des mutations opérées dans l'environnement institutionnel des marchés

publics, des nouvelles contraintes apparaissent en termes de production des documents de passation des marchés dans les délais, de maîtrise des techniques et d'outils de passation des marchés, de maturation des projets d'investissements… En conséquence, le service des marchés du MINCOM devra être étoffé, de manière à lui permettre de disposer d'une expertise et des compétences appropriées ;

- Il serait par ailleurs souhaitable de faire procéder au lancement effectif du budget dès le mois de janvier;
- Une allocation conséquente de ressources au fonctionnement du Comité PPBS s'avère nécessaire.

### 3.3. PERSPECTIVES 2014

Comme perspectives pour l'année 2014, le Ministère de la Communication envisage la réalisation des actions suivantes :

l'accélération de l'exécution du projet REDCOMZOFT, avec la mise en service des centres de Banyo et Wum ;

1. le suivi du processus de réhabilitation technique des organismes sous-tutelle technique (SOPECAM, CRTV, Imprimerie Nationale, CPE) ;
2. le suivi du projet de la mise en œuvre de la TNT (Télévision Numérique Terrestre) ;
3. la finalisation du processus de mise en place technique de l'Agence Virtuelle d'Informations (AVI) actuellement en phase pilote ;
4. l'élaboration du schéma directeur d'une étude technique en vue de la mise en service d'une unité industrielle de production des décodeurs pour la réception grand public de la Télévision Numérique Terrestre à l'horizon 2015 ;
5. la finalisation du processus de création du Compte d'affectation spéciale pour le développement des médias privés ;
6. la poursuite de l'attribution de l'aide publique à la communication privée ;
7. la relance des activités de la Commission de délivrance de la carte de presse ;
8. le renforcement des capacités éthiques et déontologiques des professionnels de la communication ;
9. l'organisation des actions de promotion susceptibles de donner la possibilité aux médias étrangers d'apprécier les progrès effectués par le Cameroun, en vue de la promotion de son image ;
10. la poursuite par la SOPECAM, de la numérisation des archives de *Cameroon Tribune* ;
11. l'installation et la mise en service de la nouvelle rotative de presse KBA COMET destinée à l'impression des journaux et livres à la SOPECAM;
12. la sécurisation du système de fabrication de *Cameroon Tribune* ;
13. l'acquisition d'une deuxième plieuse à la SOPECAM ;
14. la poursuite de la réhabilitation et de la numérisation des archives du MINCOM ;
15. la mise en place d'un centre national de monitoring et suivi des activités des médias nationaux et internationaux et de l'opinion publique.